



Après le rétablissement de la Politique de Mexico par les États-Unis, le financement des organisations fournissant des services d'avortement à l'étranger, comme la Fédération internationale pour la planification familiale, Marie Stopes International et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sera drastiquement diminué. En réponse, quatre gouvernements européens (Belgique, Danemark, Pays-Bas, Suède) organisent une conférence « She Decides » à Bruxelles pour recueillir des fonds pour l'avortements dans les pays en développement, jeudi 2 mars. **L'Union européenne sera représentée lors de la conférence, bien qu'elle n'ait aucune compétence en la matière.**

Dans une vidéo « la dictature du donneur riche », Obianuju Ekeocha, présidente de *Culture de la vie Africaine*, interroge les délégués européens de la conférence « She Decides » : « De nombreux pays occidentaux, dont le Canada et les Pays-Bas, ont décidé de se rassembler pour soulever des fonds. Ces fonds ne sont pas destinés à une aide alimentaire en Afrique. Ces fonds ne sont pas destinés à l'eau en Afrique. Ces fonds ne sont pas destinés aux Africains pour qu'ils en fassent ce qu'ils veulent. Non. Ils se rassemblent pour lever des millions de dollars pour ce qu'ils appellent l'avortement sans risque. Ce qui est en fait le plus décourageant, c'est que ces pays occidentaux n'ont même pas songé à demander aux Africains ce qu'ils veulent ! ». Elle cite par ailleurs des études qui montrent que l'avortement est inacceptable pour une vaste majorité des pays africains, quelques soient les circonstances. Pour elle, il s'agit là d' « un nouveau colonialisme, d'une culture impérialiste ». **Elle ajoute : « Ce que nous demandons, c'est votre aide pour les accouchements sans risque des bébés africains ! ».**

Marie Hildingsson, secrétaire générale de la Fédération européenne des familles catholiques, s'étonne de la présence de l'Union Européenne à la conférence « She decides » qui vient soutenir la campagne alors que « près de 2 millions de citoyens de l'Union Européenne ont signé l'initiative citoyenne européenne One of Us, qui demandait à la Commission européenne d'arrêter tout financement de l'aide au développement qui implique l'avortement ».

Sources:

FAFCE (28/02/2017)